

L'ajournement

il veut une centaine de réponses précises. Je vais donc être très précis.

Le fonds de recherche toxicologique sur la faune a examiné quatorze projets dont six ont été acceptés, un refusé et huit font encore l'objet d'évaluations. Il s'agit de programmes actifs supplémentaires dans des domaines de recherche comprenant notamment les effets des substances chimiques et des polluants toxiques sur l'agriculture et la forêt ainsi que sur la faune, la vérification des résultats des mesures prises pour atténuer ces effets, l'élaboration et l'application de techniques de détection des substances chimiques toxiques se trouvant dans l'environnement par l'intermédiaire de la faune et la façon dont ces substances toxiques risquent de nuire à la faune. Ce n'est là qu'un exemple précis de ce qui se passe et de ce que nous faisons.

Je voudrais parler de la question du répertoire qui a été abordée par le député. Le Canada est un des rares pays industrialisés qui n'a pas de répertoire des substances chimiques toxiques. Nous avons tenu des réunions préparatoires à la confection d'un tel répertoire...

M. Caccia: C'est une initiative des libéraux.

M. Gurbin: Les libéraux ont commencé mais ils n'ont pas terminé. Il faut le faire. Le gouvernement doit le faire.

Les libéraux avaient lancé bien d'autres programmes et ils avaient parlé de bien d'autres projets. Le député de Davenport a soigneusement omis de parler de l'approbation de crédits et de différents programmes toujours incertains par le Conseil du Trésor. Il sait que la plupart de ces programmes ont été terminés ou intégrés à d'autres. Nous avons pris et nous continuerons à prendre des initiatives après les trois grandes études en cours. L'une est faite par nous et l'autre par le Conseil des sciences du Canada. Une autre partie de l'évaluation a trait à notre recherche scientifique sur les produits chimiques toxiques.

Mon temps de parole est écoulé, monsieur le Président, et je dois m'arrêter, mais j'espère avoir encore l'occasion de répondre au député de Davenport et je lui souhaite un joyeux Noël.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR—LES NÉGOCIATIONS CANADO-AMÉRICAINES—LES QUOTAS DE COMMERCIALISATION DU SECTEUR AGRICOLE. B) LES QUOTAS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de m'avoir applaudi chaleureusement. Le 2 décembre, j'ai posé une question très importante au très honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark), mais sa réponse a été plutôt frivole. Cela m'a étonné, car j'ai beaucoup de respect pour lui. Je lui ai posé une question fondamentale sur le commerce dans les domaines de la chaussure et de l'agriculture.

J'ai demandé au ministre si on allait abandonner les programmes laitiers dans les négociations sur le libre-échange avec les États-Unis. Bien sûr, il a répondu par la négative. Impartial comme vous l'êtes, monsieur le Président, je suis certain que vous serez d'accord avec moi pour dire que la seule question supplémentaire logique était de demander au ministre pourquoi nous devrions le croire, alors que le gouvernement avait menti au sujet des quotas sur les chaussures. Pourquoi devrions-nous croire que le gouvernement maintiendra les quotas dans le secteur laitier, comme il a promis de le faire, puisqu'il avait également promis la même chose pour le secteur

de la chaussure? Vous savez certainement, monsieur le Président, que le gouvernement n'a pas tenu sa promesse à cet égard. Et je vais vous le prouver.

J'ai en main un article de la Presse canadienne du 4 mai 1984, qui a été publié dans *Le Journal de Montréal*. On y dit ceci:

Un gouvernement conservateur ne supprimera pas les quotas imposés par le Canada sur les importations de chaussures ou de textiles, a déclaré le chef du parti conservateur, M. Brian Mulroney, au journal *La Tribune*.

La politique relative aux contingents demeurera inchangée, a soutenu M. Mulroney, ajoutant qu'il n'était pas en faveur du libre-échange pour ces secteurs.

Il a renchéri qu'il ne «cèderait» pas aux pressions que pourraient exercer des pays membres du Marché commun ou encore les États-Unis en vue de réduire les quotas relatifs aux importations de chaussures et de textiles.

● (1910)

Or les mesures qui ont été prises ne correspondent pas du tout à ce qui a été promis. Si je le signale, c'est que les producteurs laitiers de ma circonscription sont très inquiets. Ils me téléphonent sans cesse pour me demander si leurs quotas ne seront pas les prochains à disparaître. Cette question est très légitime.

Comme je m'emploie à représenter mes électeurs du mieux que je le peux—et pas un député n'y trouvera à redire—j'ai envoyé une pétition à chacun des agriculteurs dans ma circonscription et je déposerai ces pétitions selon la manière habituelle. L'objectif visé est d'obtenir du gouvernement un engagement ferme et de veiller à ce qu'il ne brade pas nos programmes de quotas pour les produits laitiers et la volaille et nos autres programmes de quotas calculés en fonction du marché.

J'ai envoyé cette pétition, accompagnée de la lettre que j'ai maintenant en mains, à tous les agriculteurs de ma circonscription. Je leur demande de signer une pétition demandant au premier ministre du Canada (M. Mulroney) de s'engager formellement à ne pas sacrifier les programmes agricoles lors des négociations canado-américaines sur le libre-échange.

Les agriculteurs du Canada ont besoin d'être rassurés. Ils n'ont que faire de promesses creuses comme celles que nous avons entendues au sujet des contingents dans le secteur de la chaussure. Nous voulons la vérité et non pas de vaines paroles. Nous en avons assez d'entendre le gouvernement nous faire des promesses qu'il ne tient pas.

Cet après-midi, le gouvernement conservateur a manqué à une autre promesse lorsqu'il n'a pas présenté de projet de loi sur les démarcheurs parlementaires comme celui que le premier ministre avait promis lors de son discours du repentir *in extremis* le 9 septembre dernier.

Nous, députés de l'opposition, en avons plein le dos. Les Canadiens aussi en ont plein le dos de recevoir du gouvernement des réponses vagues, comme le démontrent les sondages d'opinion. Nous devons être assurés que ce qu'il dit dorénavant est la vérité.

En l'occurrence, le gouvernement devrait faire en sorte que les négociations concernant le libre-échange dans le domaine de l'agriculture ne mettent pas en péril les programmes actuels. Le gouvernement doit nous assurer que les contingents nous garantissant une part du marché seront maintenus. Les producteurs de lait, de volaille et d'œufs veulent cet engagement. Rien d'autre que l'engagement personnel du premier